

(N° 66)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

Projet de loi portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement,
de timbre, etc. ⁽¹⁾

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 10 décembre 1925.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au nom du Gouvernement, j'ai l'honneur de vous adresser :

1° Une note relative à divers amendements à apporter au projet de loi portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de succession, ainsi qu'au régime des péages des voies navigables administrées par l'État (*Doc. parl. Ch. des Repr. Session 1925-1926, n° 8*) ;

2° Une note relative à divers amendements à apporter au projet de loi portant modification à la législation en matière d'impôts directs ou de taxes y assimilées (*Doc. parl. Ch. des Repr. Session 1925-1926, n° 9*).

Ces divers amendements (voir *Doc. Ch. n°s 66, 67 et annexes*) sont inspirés en ordre principal par la nécessité de procurer au Trésor des ressources fiscales supplémentaires, nécessité procédant elle-même de divers amendements que le Gouvernement propose d'apporter aux budgets actuellement soumis à l'examen du Parlement.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'expliquer dans l'Exposé général du Budget (*Doc. parl., n° 4*) une contribution de 200 millions avait été demandée aux

(1) Projet de loi, n° 8.

recettes de réparations pour être versée en recettes au Budget ordinaire. Les raisons qui ont été développées pour justifier ce mode de procéder n'ont pas recueilli une adhésion unanime. Certaines critiques ont été formulées. D'autre part, dans le prospectus d'émission de l'emprunt belge de 30,000,000 de dollars placés aux États-Unis en septembre 1924, il a été stipulé que les paiements à recevoir de l'Allemagne en espèces ou en nature seraient affectés par priorité aux dépenses de réparation. En conséquence, par suite de cet engagement pris par la Belgique, aucun transfert du Budget des réparations ne peut être fait au Budget ordinaire, à moins qu'il y ait un surplus de recettes dans le Budget des réparations.

Soucieux avant tout de placer l'équilibre du Budget au-dessus de toute discussion et de consolider ainsi le crédit national, le Gouvernement a décidé de restituer au Budget des réparations les 200 millions emprisis aux recettes du plan Dawes. Il en résulte un découvert correspondant au Budget ordinaire. Ce découvert s'augmente encore d'une somme de 35 millions, montant du nouveau crédit à inscrire au Budget de la Dette publique par suite du relèvement du taux d'intérêt des bons du Trésor que le Gouvernement vient de décréter.

Préoccupé de trouver la couverture de cet excédent sans aggraver outre mesure la charge fiscale, le Gouvernement a fait procéder à une revision minutieuse du rendement probable des impôts qui sont l'objet des projets de loi qui sont actuellement soumis aux délibérations de la Chambre. Ce travail de réévaluation permet d'escompter un supplément de recettes de 60 millions au-delà du chiffre primitivement prévu, supplément auquel il convient d'ajouter une somme de 35 millions représentant la recette que le Trésor pourra effectuer à titre d'impôt spécial sur les bénéfices de guerre et sur les bénéfices exceptionnels à la faveur de la prorogation de délai inscrite dans l'article 64 du projet de loi portant modification à la législation en matière d'impôts directs ou de taxes assimilées.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement a soumis les Budgets ordinaires des divers Départements à un contrôle particulièrement serré avec la volonté arrêtée de supprimer tout poste dont le caractère de nécessité absolue et urgente n'apparaîtrait pas de manière incontestable. Il est parvenu ainsi à réduire encore de 60 millions le montant des dépenses prévues à l'ordinaire pour 1926. Le détail des économies réalisées ensuite de cette décision fera incessamment l'objet d'amendements aux divers Budgets qu'elles concernent.

Il reste un manquant de 80 millions que le Gouvernement ne peut se dispenser de faire couvrir par l'impôt. Restant dans le cadre des projets déjà soumis, le Gouvernement s'est borné à remanier diverses dispositions de ces projets dans le sens d'une augmentation de la charge qu'elles imposent au contribuable. Les amendements dont le texte accompagne la présente lettre consacrent ces remaniements. Les notes explicatives qui les accompagnent en éclairent la portée.

Moyennant ces mesures complémentaires, l'équilibre budgétaire et la Trésorerie se trouvent établis sur des bases d'une solidité renforcée, condition préalable et nécessaire à la réalisation de l'œuvre de restauration financière et monétaire, vers laquelle doivent tendre tous les efforts.

En terminant, le Gouvernement tient à proclamer hautement que c'est en

pleine indépendance et par respect pour les engagements pris en septembre 1924 qu'il a amendé ses projets financiers dans le sens qui vous est proposé.

Il reconnaît toutefois, ainsi qu'il l'a déjà dit dans l'Exposé général du Budget (p. 28 *in fine*) que les prêteurs étrangers posent avec raison comme condition, un équilibre rigoureux du Budget.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

ALB. JANSSEN.

NOTE JUSTIFICATIVE

des amendements du Gouvernement au projet de loi modifiant les lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, etc. (Projet de loi n° 8.)

Appelé à procurer au Trésor des ressources nouvelles complémentaires à celles proposées par le projet de loi déposé à la Chambre des Représentants le 12 novembre 1925 (document n° 8), le Gouvernement propose :

1° De porter à 8 francs par 1,000 francs le taux de 7 francs par 1,000 francs proposé par l'article 7 du projet, relatif à la taxe d'abonnement des polices d'assurance;

2° D'augmenter de 2 décimes au lieu d'un, le droit de timbre sur les billets de banque au porteur dont s'occupe l'article 9 du projet;

3° De doubler, en ce qui concerne les titres *au porteur*, le taux du droit de timbre proposé par les articles 41 et 42 pour les actions et obligations de sociétés;

4° De doubler, c'est-à-dire de porter à 2 pour mille, en ce qui concerne les actions de jouissance ou de dividende, les parts de réserve et, plus généralement, les titres ou parts bénéficiaires qui ne représentent pas une portion du capital social, le taux de 1 pour mille sur les opérations de bourse proposé par l'article 41;

5° D'établir un droit proportionnel sur la liquidation des opérations à terme de fonds publics;

6° De porter à 3 % le taux du droit de timbre que l'article 48 propose de fixer à 2 % pour les titres étrangers;

7° D'établir une taxe annuelle de fr. 0.25 pour mille sur les fonds publics admis à la cote de l'une des bourses de commerce du Royaume;

8° De rendre applicable à toutes les factures ou quittances de sommes payées pour prix d'insertion d'annonces dans les journaux, revues, etc., le droit de timbre de facture de 1 %;

9° D'augmenter le rendement de la taxe d'affichage par un remaniement de la législation sur cet objet;

10° D'augmenter de deux décimes les droits proportionnels d'enregistrement, de transcription et d'inscription que l'article 113 du projet propose d'augmenter d'un décime ;

11° De porter à 6 % le taux du droit d'enregistrement sur les cessions de fonds de commerce que l'article 119 propose de fixer à 5 %.

Les propositions visées sous n° 1, 2, 6, 10 et 11 n'appellent pas de commentaires.

Quelques observations sont utiles au sujet des autres points.

Droit de timbre sur les titres au porteur d'actions et obligations de sociétés.

Il a paru que le droit de timbre sur les actions et obligations de sociétés était susceptible d'être majoré dans une proportion plus forte que ne l'ont fait les articles 11 et 12 du projet de loi. Les taux de 1 et 2 ‰ respectivement pour les titres d'une durée non supérieure à 5 ans et pour ceux créés pour un terme plus long ne paraissent pas exagérés. Le Gouvernement limite toutefois la nouvelle majoration aux titres au porteur ; il maintient les taux proposés par les dits articles 11 et 12 en ce qui concerne les titres nominatifs. Cette prime aux titres nominatifs s'explique par le fait que ces derniers assurent mieux que les valeurs au porteur, la rentrée des autres impôts, notamment du droit de succession et de l'impôt sur le revenu.

Taxe sur les opérations de Bourse. — Actions de jouissance, de dividende, etc.

Une nouvelle augmentation de taxe est demandée aux opérations de Bourse. L'article 44 du projet de loi la fixe à fr. 0.50 pour mille francs pour les obligations et à 1 pour 1,000 pour les actions. Tout en maintenant ce dernier taux (1 ‰) pour les actions de capital, le Gouvernement propose de porter la taxe à 2 ‰ pour les actions de jouissance, de dividende et autres titres qui ne représentent pas une portion du capital social.

Le Gouvernement a estimé qu'il convenait de taxer plus fortement les opérations portant sur des titres de cette dernière catégorie, à raison du caractère spéculatif qui s'y attache le plus souvent.

Droit proportionnel sur la liquidation des opérations à terme de fonds publics.

Les agents de change se sont plaints de ce que l'article 26 du projet qui assujettit à un droit fixe de 20 centimes les bulletins de pointage qui s'échangent entre eux entraînerait certaines difficultés dans l'application et créerait une charge fiscale essentiellement variable d'après le nombre imprévu et parfois assez élevé de transactions qu'un agent de change est amené à réaliser avec ses collègues pour exécuter un ordre reçu,

Pour tenir compte de ces objections, le Gouvernement propose de supprimer l'article 26 et d'exempter du droit de timbre les dits bulletins (art. 469 des amendements).

Mais il estime également qu'une partie appréciable des ressources nouvelles qu'il est appelé à demander au pays doit être trouvée dans la taxation des opérations à terme. On sait les proportions énormes qu'ont pris ces transactions en ces derniers temps et la désaffection qui en est résultée pour les meilleures valeurs du marché au comptant et notamment pour les titres à revenu fixe.

Certes, les particuliers qui se livrent aux opérations du terme ont déjà à acquitter, lors de la conclusion du marché, le droit ordinaire établi sur les opérations de bourse, mais les agents de change sont exonérés de ce droit en vertu du dernier alinéa de l'article 12 de la loi du 30 août 1913.

En vous proposant d'atteindre la liquidation des opérations à terme, le Gouvernement a voulu aggraver l'impôt pour un genre d'opérations qu'inspire surtout la spéculation et réaliser cette aggravation de manière à englober dans la masse imposable même les transactions à terme faites par les agents de change pour leur compte personnel.

Le mode de perception de l'impôt proposé est des plus simple. En pratique, les opérations à terme se liquident par l'intermédiaire d'un comité.

À dates fixes, ce comité reçoit et vérifie les feuilles de liquidation des agents de change et autres professionnels; il perçoit les différences en argent et en titres dues par les uns et remet aux autres les titres et les sommes qui leur reviennent, le tout sous déduction d'une redevance proportionnelle représentant le prix du service rendu par le comité.

Le projet s'adapte à cette organisation; outre la somme qui lui revient, le comité aura à retenir un droit de 1 ‰ qui est calculé sur le montant des sommes représentant la contre-partie des opérations sur titres figurant tant au crédit qu'au débit des feuilles de liquidation déposées par les agents de change au comité de liquidation.

La détermination de l'impôt ne présente donc aucune difficulté; le comité n'a pas à rechercher la nature des opérations qui passent en liquidation; il prend comme base le montant cumulé des sommes portées au crédit et au débit de chaque feuille, étant entendu cependant que si avant l'arrivée du terme de liquidation, une opération est contrebalancée par une opération en sens inverse, ces deux opérations doivent figurer sur la feuille pour toute leur valeur et non pour leur solde.

Le Gouvernement ne se dissimule pas que le droit qu'il vous propose d'établir sur la liquidation des opérations à terme est élevé et que, dans les réalités, il atteint 2 ‰, puisqu'une même opération est taxée à la fois au crédit d'un agent de change et au débit de la contre-partie. Mais il estime qu'à l'heure présente il est du devoir des pouvoirs publics de mettre un frein à la spéculation du marché à terme en alourdissant sensiblement les charges fiscales qui frappent ces opérations.

L'article 466 du projet en doublant le droit sur les opérations à terme qui se

liquident en dehors des comités de liquidation, tend à faire échec aux tentatives qui pourraient se faire pour abandonner la pratique actuelle qui consiste à confier à un organisme intermédiaire le soin de la liquidation et, ainsi, de se soustraire à l'impôt nouveau.

Taxe sur l'admission des fonds publics à la cote des bourses de commerce.

L'inscription des fonds publics à la cote des bourses de commerce du royaume constitue indéniablement pour les sociétés un avantage qui, dans la situation financière du Trésor, doit contribuer à fournir à l'État une partie des ressources dont il a besoin.

Dans cet ordre d'idées, les articles 51^{bis} à 51¹⁴ du projet établissent, à charge des sociétés dont les titres sont cotés, une taxe annuelle de 25 centimes par 1,000 francs sur la valeur boursière des titres inscrits à la cote.

A raison des difficultés de perception, le Gouvernement n'a pas cru devoir atteindre de cet impôt les sociétés étrangères. Mais, pour que celles-ci ne soient pas favorisées vis-à-vis des sociétés nationales, il vous est proposé d'aggraver la majoration — prévue par l'article 48 du projet déposé le 12 novembre 1925 — du droit de timbre dû sur les titres de ces sociétés. Indirectement, ces sociétés seront donc frappées à raison de leur admission à la cote de la bourse, puisque c'est la négociation en bourse qui est la cause principale d'exigibilité du droit de timbre sur les titres qu'émettent ces sociétés.

On n'a pu songer à recourir à ce procédé indirect de taxation à l'égard des sociétés congolaises, puisque les titres de ces sociétés sont exempts du droit de timbre. Force était donc de laisser celles-ci sous l'empire du droit commun, l'avantage à tirer pour elles de l'inscription à la cote étant identique à celui que tirent du même fait les sociétés belges.

Publicité dans les journaux, revues, etc.

Parmi les moyens divers dont la publicité est pratiquée se placent en première ligne la réclame par affiches et l'annonce par la voie des journaux et autres imprimés périodiques. Alors que, de très longue date, le premier de ces moyens acquitte une contribution sous la forme d'un droit de timbre frappant les affiches, aucun impôt n'est venu toucher le second avant le 10 septembre 1923, date de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 1923 qui a établi un droit de timbre de facture de 1 ⁰/₁₀₀ sur les contrats d'entreprise d'ouvrage.

On sait que, d'après la doctrine et la jurisprudence, le contrat par lequel un éditeur de journal s'engage, moyennant un prix, à faire pour autrui de la publicité dans son journal est un contrat d'entreprise d'ouvrage (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Du contrat de louage*, t. 2, n° 2102; DUPLAT, *Le Journal, sa vie juridique, ses responsabilités civiles*, pp. 69 et suivantes; Tribunal Bruxelles, 25 mars 1896, *Pasic.*, 1896, III, 451, *Pand. pér.*, 1896, n° 4014), et qu'il tombe comme tel, sous l'application de la loi précitée du 10 août 1923. (Justice de paix du 2^e canton de Bruxelles, 1^{er} août 1924, *Recueil général de l'enregistrement et du notariat*, n° 16159.)

Depuis 1923 les prix d'insertions dans les journaux et autres périodiques sont donc frappés d'un modique droit de timbre de facture de 1 ‰, droit que l'article 76 du projet de loi porte à 1 ‰, mais dont l'exigibilité se trouve, dans nombre de cas, mise en échec par suite de l'absence de facture, la délivrance de ce document n'étant obligatoire qu'à partir de 150 francs (loi du 10 août 1923, art. 7).

L'article 76^{bis} proposé tend à rendre la facture obligatoire, quel que soit le montant du prix payé ou à payer, étant entendu qu'en cas de paiement au comptant, la quittance peut tenir lieu de facture, pourvu que le droit soit acquitté dans la forme prescrite pour le paiement du droit de timbre de facture.

Cette disposition aura pour effet d'atteindre, sans exception, toutes les sommes qui sont payées pour prix d'insertion d'annonces dans les journaux et autres écrits périodiques ainsi que dans les livres et brochures. Outre qu'elle procurera à l'État un appoint appréciable; elle fera disparaître le privilège injustifié dont jouissent actuellement, par rapport aux affiches, les annonces dans les journaux.

Le taux du droit (1 ‰, 10 centimes par 10 francs) est modéré et correspond à celui qui frappe, sous le nom de taxe de transmission, la fourniture de prospectus et de tous autres objets de réclame quelconques. Le projet ne peut donc, en aucune façon, constituer une entrave à la publicité par la voie de la presse.

La perception du droit sera régie par les articles 1^{er} à 12 de la loi du 10 août 1923, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par l'article 76^{bis} proposé.

Taxe d'affichage.

Les articles 111² à 111⁵ ont pour objet d'augmenter le rendement de la taxe d'affichage et d'apporter à la législation sur la matière diverses simplifications dictées par l'expérience.

Trois modifications essentielles se dégagent de l'ensemble des mesures nouvelles proposées :

Première modification. — On sait que d'après la législation actuelle les affiches ne sont pas soumises à la taxe lorsqu'elles se bornent à indiquer ce qui est strictement nécessaire pour spécifier les produits qui se débitent dans le lieu où est apposée l'affiche.

C'est ainsi que des écritaux portant uniquement :

« Margarine X... »

« Champagne Z... »

peuvent être apposées dans les lieux où se débitent ces produits sans que la taxe soit exigible.

Par contre, si ces mentions s'accompagnent du moindre dessin, de l'indication du nom du fabricant, ou de la reproduction de la marque de fabrique, la taxe est due.

Ces distinctions subtiles ne se justifient pas, étant donné que, dans l'un comme dans l'autre cas, l'écrit constitue une réclame pour l'intéressé.

Nous vous proposons donc par l'article 111⁵ de supprimer le 2° de l'article 7 de la loi du 24 août 1919.

Deuxième modification. — Sous la législation actuelle, les affiches sur carton, sur métal, sur bois, etc., sont assujetties à une taxe *annuelle*.

Ce régime est basé sur cette conception que les affiches dont il s'agit, fabriquées en une matière durable, se conservent très longtemps et que, par conséquent, une taxe une fois payée ne peut suffire à les imposer.

Cette conception est erronée. L'affiche sur métal, sur bois, etc., se détruit assez rapidement, qu'elle soit enlevée pour un motif quelconque (vol, destruction, expiration du contrat d'affichage, suppression du produit annoncé) ou que, sous l'action des agents atmosphériques, elle se détériore, obligeant celui qui l'a apposée à la remplacer.

De plus, lorsqu'il s'agit de réclames mobiles, il est impossible à celui qui les distribue — en très grand nombre souvent — de les suivre d'année en année pour en assurer la déclaration dans les divers bureaux d'enregistrement du pays. Aussi a-t-on vu périliter ce genre de réclame.

Les articles 111² à 111⁴ apportent remède à cet état de choses. La taxe annuelle disparaît; elle est remplacée par une taxe progressive une fois payée. La taxe annuelle n'est maintenue que pour certaines affiches lumineuses et pour les affiches qui sont assujetties à une taxe d'un caractère prohibitif, en vue de protéger la beauté des sites.

Troisième modification. — Pour sauvegarder la beauté des paysages, la loi du 24 août 1919 a frappé d'une taxe très élevée les affiches qui sont établies à plus de 100 mètres d'une agglomération. De plus, elle a permis au Gouvernement d'interdire l'affichage, là où une mesure exceptionnelle de ce genre peut se justifier.

Cette législation est conservée, sous cette réserve que l'affichage sur un mur de maison ou de clôture, même en dehors d'un périmètre de 100 mètres de toute agglomération de maisons ou de bâtiments, ne sera frappé que de la taxe ordinaire. La réclame apposée dans ces conditions ne peut, en effet, constituer une atteinte à la beauté des sites.

Pour le surplus, le projet apporte à la loi du 24 août 1919 quelques modifications secondaires. Citons notamment l'abrogation de l'immunité dont bénéficiaient certaines affiches et la réduction à un mois du délai dans lequel l'affiche soumise à une taxe annuelle doit être supprimée si l'on vient à cesser de payer la taxe.

Une retouche a paru devoir également être apportée au texte de l'article 11 de la loi du 24 août 1919.

L'exemption prévue par cette disposition au profit des associations sans but lucratif ayant la personnification civile a été accordée à un moment où les associations de l'espèce étaient peu nombreuses et où la faveur de la personnification civile était réservée à des associations poursuivant un but bien déterminé d'intérêt général. Il n'en est plus de même depuis le vote de la loi du 27 juin 1921 qui permet à toutes les associations quel que soit le but qu'elles poursuivent de s'attribuer la personnalité civile. C'est pourquoi le Gouvernement vous propose d'abroger le n° 2 de l'article 11 de la loi précitée du 24 août 1919.

De même a paru injustifiée l'exonération prévue au n° 5 de l'article 11 susvisé au profit des « affiches ayant exclusivement pour objet d'annoncer des fêtes, cérémonies et entreprises subsidiées pour les pouvoirs publics ».

L'intérêt qu'un pouvoir public veut témoigner à une œuvre se mesure à l'étendue du subside accordé à celle-ci et l'on ne conçoit pas que cette faveur puisse en entraîner automatiquement une autre, celle de l'exemption d'un impôt légitimement dû à l'État.

On le conçoit d'autant moins que le subside peut émaner d'une administration provinciale ou communale qui, si le régime actuel était maintenu, aurait en fait le pouvoir anormal de porter atteinte, par ses propres générosités, aux droits de l'État.

Les autres modifications à la loi du 24 août 1919 sont d'ordre secondaire. La réduction à un mois du délai fixé par l'article 10 de cette loi est dictée par la nécessité de mettre en harmonie le délai d'enlèvement de l'affiche avec le délai de paiement d'une seconde annuité.

On remarquera que les mesures transitoires ont été conçues dans l'esprit le plus libéral, en vue de faciliter le passage du régime ancien au régime nouveau.

Le Ministre des Finances,

ALB. JANSSEN.

(10)

(N^o 66)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITJD 1925-1926.

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de registratie-, zegel-,
en andere rechten ⁽¹⁾.

AMENDEMENTEN DOOR DE REGEERING INGEDIEND.

Brussel, 10 December 1925.

*Aan den heer Brunet, Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Namens de Regeering heb ik de eer U over te maken :

1° Eene nota betreffende de verschillende amendementen op het wetsontwerp tot wijziging der wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek-, successierechten, alsmede van het regiem van weggelden voor de door den Staat beheerde bevaarbare waterlopen, (*Gedr. St.*, Kamer, zittingsjaar 1925-1926, n^o 8);

2° Eene nota betreffende de verschillende amendementen op het wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes. (*Gedr. St.*, Kamer, zittingsjaar 1925-1926, n^o 9.)

Deze verschillende amendementen (zie *Gedr. St.*, Kamer, n^os 66 en 67 en bijlagen) gaan hoofdzakelijk uit van de behoefte waarin de Schatkist verkeert om bijkomende fiskale middelen te bekomen, behoefte die zelf het gevolg is van verschillende amendementen welke de Regeering voorstelt op de thans aan het Parlement voorgelegde begrotingen.

Zooals ik de eer had het te verklaren in de Algemeene Toelichting over de Begrooting (*Gedr. St.*, n^o 4), werd van de herstelontvangsten eene som van 200 miljoen gevegd om overgebracht te worden op de Gewone Begrooting. De redenen die werden aangevoerd om deze handelwijze te billijken, konden de

(1) Wetsontwerp, n^o 8.

algemeene instemming niet verwerven. Sommige bezwaren werden er tegen ingebracht. Anderzijds werd in het uitgifte-prospectus betreffende de Belgische leening ten bedrage 30,000,000 dollar in de Vereenigde Staten in September 1924 uitgegeven, bepaald dat de sommen, uit Duitschland in geld en in natura te trekken, bij prioriteit zouden worden toegekend aan de herstel-uitgaven. Dienvolgens kan, krachtens deze verbintenis door België aangegaan, geen overdracht plaats vinden van de herstel-begrooting naar de Gewone Begrooting, tenzij de herstel-begrooting een overschot heeft.

Voor al bezorgd om het evenwicht van de Begrooting boven elke discussie te stellen en aldus het nationaal crediet te versterken, heeft de Regeering besloten aan de Begrooting van het herstel terug te geven, de 200 millioen genomen op de ontvangsten van het Dawes-plan. Hieruit ontstaat een met dit bedrag overeenkomend tekort in de Gewone Begrooting. Dit tekort wordt nog vermeerderd met een bedrag van 35 millioen; deze som vertegenwoordigt het nieuwe crediet dat op de begrooting der Staatsschuld in te schrijven is, uit hoofde van de verhooging van den rentevoet der Schatkistbons, door de Regeering onlangs verordend.

Bezorgd om dit tekort te dekken zonder bovenmatig de fiskale lasten te verzwaren, heeft de Regeering een nauwkeurige herziening bevolen van de waarschijnlijke opbrengst der belastingen die het voorwerp uitmaken van de thans aan de Kamer voorgelegde wetsontwerpen. Die herschatting laat een toegevoegde ontvangst verhopende van 60 millioen boven het vroeger voorziene cijfer; aan dit bedrag dient eene som toegevoegd te worden van 35 millioen die de ontvangst vertegenwoordigt door de Schatkist te verwezenlijken ten titel van speciale belasting op de oorlogswinsten en de buitengewone winsten, dank zij de verlenging van den termijn bepaald bij artikel 64 van het wetsontwerp houdende wijziging van de wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen of daarmee gelijkgestelde taxes.

Met hetzelfde inzicht heeft de Regeering de gewone begrotingen van de onderscheidene departementen aan een bijzonder streng onderzoek onderworpen, met het vaste voornemen alle posten, die niet onbetwistbaar noodig of dringend zouden zijn, te doen wegvallen. Op die wijze heeft zij de geraamde uitgaven van de Gewone Begrooting voor 1926 nog met 60 millioen kunnen verminderen. De uitvoerige opgave van de door deze beslissing gedane besparingen zal eerlang worden neergelegd in amendementen bij de verschillende begrotingen waarop zij slaan.

Er blijft een tekort van 80 millioen dat de Regeering niet anders dan door de belasting kan dekken. Blijvende binnen het kader van de reeds ingediende ontwerpen, heeft de Regeering enkel eenige bepalingen van deze ontwerpen gewijzigd in den zin van eene vermeerdering der lasten die zij den belastingbetaler opleggen. De amendementen, waarvan de tekst bij dezen brief is gevoegd, bekrachtigen deze wijzigingen. De bijgevoegde toelichtende notas verklaren er van de draagkracht.

Door middel van deze aanvullende maatregelen, krijgen het begrootingsevenwicht en de Thesaurie een veel sterkeren grondslag, wat de voorafgaande en

noodzakelijke voorwaarde is om het werk van financieel- en muntherstel door te voeren, waarop al onze pogingen zijn gericht.

Als slot wil de Regeering luide verklaren dat zij in volle onafhankelijkheid en uit eerbied voor de in September 1924 genomen verbintenis, hare financievoorstellen heeft gewijzigd in den voorgestelden zin.

Zij erkent evenwel, zooals zij reeds deed in de algemeene uiteenzetting van de Begrooting (blez 25 *in fine*) dat de buitenlandsche geldschietters een streng begrotingsevenwicht als voorwaarde stellen.

Ik bied u, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSENS.

NOTA TOT STAVING.

Geroepen om aan de Schatkist nieuwe inkomsten te bezorgen, bestemd om deze voorgesteld door het wetsontwerp ingediend ter Kamer der Volksvertegenwoordigers den 12ⁿ November 1925 aan te vullen (stuk n^o 8), stelt de Regeering voor :

1^o Het bedrag van 7 frank per 1,000 frank, voorgesteld door artikel 7 van het ontwerp, betreffende de abonnementstaxe op de verzekeringspolissen ;

2^o Het zegelrecht op de bankbriefjes aan toonder, waarvan spraak in artikel 9 van het ontwerp, met 2 deciemen te verhoogen, in plaats van één ;

3^o Wat betreft de titels aan toonder, het bedrag van het zegelrecht voorgesteld door artikelen 11 en 12 op de aandelen en obligatiën van vennootschappen te verdubbelen ;

4^o Wat betreft de genots- of dividendaandelen, de reserveaandelen en, in 't algemeen, de titels- of wintsaandelen die geen deel van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, het bedrag van 1 p. d. op de beursverrichtingen voorgesteld door artikel 41, te verdubbelen, t. t. z. op 2 p. d. te brengen ;

5^o Een evenredig recht te vestigen op de vereffening der verhandelingen op termijn van openbare fondsen ;

6^o Het percent van het zegelrecht, dat artikel 48 voorstelt, op 2 t. h. vast te stellen voor de buitenlandsche waarden, op 3 t. h. te brengen ;

7^o Eene jaarlijksche taxe van 25 centiem p. d. te vestigen op de openbare fondsen aangenomen ter noteering van een der handelsbeurzen van het Rijk ;

8^o Het faktuurzegel van 1 t. h. op al de fakturen of kwijtschriften van sommen betaald als inlasschingsprijs van aankondigingen in dagbladen, tijdschriften, enz. toepasselijk te maken ;

9^o De opbrengst der aanplakkingstaxe te vermeederen door herziening der wetgeving erop betrekkelijk ;

10^o Met 2 deciemen te verhoogen de evenredige registratie-overschrijving en,

inschrijvingsrechten welke artikel 113 van het ontwerp voorstelt met 1 deciem te verhoogen;

11° Het bedrag van het registratierecht op afstand van handelszaken, dat artikel 119 voorstelt op 5 t. h. vast te stellen, op 6 t. h. te brengen.

De voorstellen bedoeld onder n^{os} 1, 2, 6, 10 en 11 vragen geen uitleg.

Aangaande de andere punten zijn eenige aanmerkingen niet overbodig.

Zegelrecht op de titels aan toonder van aandeele en obligatiën van vennootschappen.

Het zegelrecht op de aandeele en obligatiën van vennootschappen schijnt in eene meerdere mate te mogen verhoogd worden dan deze voorzien door artikels 11 en 12 van het wetsontwerp. De bedragen van 1 p. d. en 2 p. d. respectievelijk van de titels van eenen duur die de 5 jaar niet overtreft en van deze van eenen langeren duur komt niet als overdreven voor. De Regeering beperkt evenwel de nieuwe verhooging tot de titels aan toonder; zij behoudt het percent door gezegde artikels voorgesteld wat betreft de titels op naam. Deze premie aan de titels op naam steunt op het feit dat deze laatste beter dan de titels aan toonder de inning der andere belastingen, namelijk het erfenisrecht en de belasting op het inkomen verzekeren.

Belasting op de beursverrichtingen. — Genots, dividendaandeele, enz.

Eene nieuwe taxeverhooging wordt gevraagd aan de beursverrichtingen. Artikel 41 van het wetsontwerp stelt die vast op fr. 0.50 per 1,000 van de obligatiën en op 1 per 1,000 van de aandeele. Alhoewel zij dit laatste percent (1 p. d.) van de kapitaalsandeele behoudt, stelt de Regeering voor de taxe op 2 per duizend te brengen voor de genots- en winstaandeele en andere titels die geen deel van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

De Regeering acht dat, om wille van het speculatief karakter dat er zich meestendeels aan verbindt, de verhandelingen van titels dezer laatste soort hooger dienen belast te worden.

Evenredig recht op de vereffening der verhandelingen op termijn , op van openbare fondsen.

De wisselagenten hebben er zich over beklagd dat artikel 26 van het ontwerp, dat een vast recht van 20 centiemen stelt op de onder hen te wisselen punteerbulletijns, in de praktijk, zekere moeilijkheden zou opleveren en eenen uiterst veranderlijken fiskalen last zou daarstellen volgens het niet te voorzien en soms nog al groot getal transacties die een wisselagent met zijne collegas te doen heeft om een ontvangen order uit te voeren.

Om met deze opwerpingen af te rekenen, stelt de Regeering voor artikel 26 in te trekken en gezegde bulletijns van zegelrecht vrij te stellen (art. 46^o der amendementen).

Maar zij acht insgelijks dat een aanzienlijk deel der nieuwe inkomsten welke zij genoodzaakt is aan het Land te vragen, in de taxatie der verhandelingen op termijn dient gezocht te worden. Men kent de reusachtige verhoudingen welke die transacties in den laatsten tijd genomen hebben en de ongunst die er voor de beste waarden der contant-markt en namelijk voor de waarden met vast inkomen uit voortgesproten is.

Zekerlijk betalen de bijzonderen die zich aan termijnverrichtingen begeven, bij het sluiten der overeenkomst, reeds het gewoon recht op de beursverrichtingen, doch de wisselagenten zijn van dit recht vrijgesteld door het laatste lid van artikel 12 der wet van 30 Augustus 1913.

Waar zij U voorstelt de vereffening der verhandelingen op termijn te treffen, heeft de Regeering de belasting willen verzwaren op eene soort verrichtingen van bijzonder speculatieven aard, en deze verzwaring willen verwezenlijken derwijze dat zelfs de transacties op termijn door wisselagenten, in de belastbare massa begrepen worden.

De wijze van heffing der voorgestelde belasting is uiterst eenvoudig. In de praktijk worden de verhandelingen op termijn door tusschenkomst van het comiteit vereffend.

Op vaste dagen, worden de vereffeningsbulletijns der wisselagenten en andere vaklieden door dat comiteit ontvangen en nagezien; het heft het verschil in geld en in titels verschuldigd blijvende door de eenen en overhandigt aan de anderen de titels en sommen die hun toekomen, dit alles onder aftrok eener evenredige vergoeding die den prijs is der door het comiteit gepresteerde diensten.

Het ontwerp past zich bij deze inrichting aan : boven de som die hem toekomt, zal het comiteit het recht van 1 per duizend moeten afhouden, berekend op het bedrag der sommen die de tegenpartij uitmaken der verrichtingen op titels voorkomende zoowel op het actief als op het passief der vereffeningsbulletijns door de wisselagenten bij het vereffeningscomiteit ingediend.

De berekening der belasting biedt dus geen de minste moeilijkheid aan; het comiteit heeft de natuur der in vereffening komende bewerkingen niet na te gaan; het neemt als basis het totaal bedrag der sommen op het actief en op het passief van ieder bulletijn gebracht, zijnde nochtans wel verstaan dat indien voor het verstrijken van den vereffeningstermijn, eene bewerking door eene andere bewerking in tegenovergestelden zin in evenwicht gehouden wordt, deze twee bewerkingen op het bulletijn voor hunne volle waarde en niet enkel voor het saldo moeten voorkomen.

De Regeering is er wel van bewust dat het recht welk zij voorstelt op de vereffening der verhandelingen op termijn te stellen, zwaar is en dat het, in werkelijkheid, 2 ‰ bedraagt, vermits eene zelfde bewerking tegelijkertijd op het crediet van een wisselagent en op het debiet der tegenpartij getaxeerd wordt. Maar zij acht dat het in de tegenwoordige omstandigheden de plicht is der overheid de speculatie der termijnmarkt in toom te houden door eene aanzienlijk verhooging des fiskelelasten die deze verrichtingen treffen.

Maar artikel 46^b van het ontwerp, dat het recht op de verhandelingen op termijn, gedaan zonder tusschenkomst der vereffeningscomiteiten verdubbelt, heeft het

voor doel de pogingen te doen mislukken die zouden kunnen gewaagd worden om de nieuwe taxe te ontduiken door het verlaten der tegenwoordige praktijk volgens dewelke de vereffening door tusschenkomst van een bepaald organisme geschiedt.

Taxe op de aanneming der openbare fondsen tot de noteering der handelsbeurzen.

De inschrijving der openbare fondsen op de noteering der handelsbeurzen van het Rijk verschaft de maatschappijen onbetwistbaar een voordeel dat, in den financieelen toestand der Schatkist, ertoe moet bijdragen den Staat een deel der geldmiddelen te verschaffen die hij noodig heeft.

In dien gedachtengang vestigen de artikels 51^{bis} tot 51¹⁴ van het ontwerp, lastens de vennootschappen wier titels genoteerd zijn, eene jaarlijksche taxe van 25 centiem per 1,000 frank op de beurswaarde der genoteerde titels.

Gezien de moeilijkheden der heffing, heeft de Regeering geoordeeld de vreemde vennootschappen met die belasting niet te moeten treffen. Nochtans, opdat zij tegenover onze inlandsche vennootschappen niet zouden bevoordeeld wezen, wordt er U voorgesteld de verhooging — voorzien door artikel 48 van het op 12 November 1925 neergelegd ontwerp, — van het zegelrecht op de titels dier vennootschappen, te verscherpen. Die vennootschappen zullen dus, wegens hunne toelating tot de beursnoteering, onrechtstreeks getroffen worden, vermits het de verhandeling ter beurs is die de hoofdoorzaak is der eischbaarheid van het zegelrecht op de titels door die vennootschappen uitgegeven.

Men heeft er niet mogen aan denken zijn toevlucht te nemen tot die onrechtstreeksche manier van taxeren ten opzichte der Congoleesche vennootschappen, daar de titels dier vennootschappen vrij zijn van zegelrecht. Noodzakelijkerwijze moeten zij dus onder het beheer van het gemeen recht gelaten worden daar zij uit de inschrijving ter beursnoteering 't zelfde voordeel trekken als de Belgische vennootschappen.

Publiciteit in de dagbladen, tijdschriften, enz.

Onder de verschillende middelen waardoor publiciteit gedaan wordt, komt in eerste plaats voor de reclame door plakschriften en de advertenties in de dagbladen en andere tijdschriften. Terwijl, sedert lang het eerste dier middelen belasting betaalt, onder den vorm van een zegelrecht op de plakbrieven, is er vóór 10 September 1923, datum van het in voege treden der wet van 10 Augustus 1923, die een factuur-zegelrecht van 1 p. d. vestigt op de werkondernemingscontracten, geen enkele belasting de tweede komen treffen.

Men weet dat, volgens de rechtsleer en de rechtspraak, de overeenkomst waardoor de uitgever van een blad zich mits een prijs verbindt voor een ander publiciteit in zijn blad te maken, een werkondernemingscontract vormt: (BAUDRY-LACANTINERIE EN WAHL, *Du contrat de louage*, d. 2, n° 2102; DUPLAT, *Le Journal, sa vie juridique, ses responsabilités civiles*, blz. 69 en volg.; Recht-

bank Brussel, 25 Maart 1896, *Pasic.* 1896, III, 151, *Pand. pér.* 1896, n^o 1014) en dat zij als dusdanig onder toepassing van voormelde wet van 10 Augustus 1923 valt (Vredegerecht van 't 2^{de} kanton van Brussel, 1 Augustus 1924, *Recueil général de l'Enregistrement et du Notariat*, n^o 16159).

Sedert 1923 zijn de inlasschingen in de dagbladen en andere periodieken dus door een gering faktuurzegelrecht van 1 p. d. getroffen, recht dat artikel 76 van het wetsontwerp op 1 t. h. brengt, maar waarom de invordering, in talrijke gevallen belet wordt door de afwezigheid eener factuur, door het afleveren er van slechts van of 150 frank verplichtend is. (Wet van 10 Oogst 1923, art. 7.)

Voorgesteld artikel 76^{bis} streeft er naar, het afleveren eener factuur verplichtend te maken, welk ook het bedrag van den betaalden of te betalen prijs weze, terwijl het verstaan blijft dat bij komptante betaling het kwijtschrift als facteurs mag gelden, mits het recht gekweten zij gelijkvormig de voorschriften op de betaling van het faktuurzegelrecht.

Die schikking zal voor gevolg hebben, zonder uitzondering al de sommen te treffen die zullen betaald worden als prijs van inlassching van advertenties in de dagbladen en andere tijdschriften, als ook in de boeken en vlugschriften. Afgezien van de merkelijke inkomsten die zij den Staat zal bezorgen, zal zij het ongerechtvaardigd voorrecht doen verdwijnen waarvan de advertenties in de bladen thans tegenover de plakbrieven genieten.

Het bedrag van het recht (1 ten honderd, 10 centiem per 10 frank) is gematigd en stemt overeen met dit waaraan, onder de benaming van overdrachtsbelasting, de levering van prospectussen en van alle andere hoegenaamde reclame-voorwerpen overworpen zijn. Het ontwerp kan, dus, op geenerlei wijze, de publiciteit der pers belemmeren.

De heffing van het recht zal beheerd worden door artikelen 1 tot 12 der wet van 10^e Augustus 1923, in zooverre er van afgeweken wordt door het voorgesteld artikel 76^{bis}.

Belasting voor aanplakking.

Artikelen 111² tot 111⁵ hebben tot voorwerp de opbrengst der belasting voor aanplakking te vermeerderen en aan de desbetreffende wetgeving verschillende door de ondervinding ingegeven vereenvoudigingen toe te brengen.

Die hoofdzakelijke wijzigingen vloeien uit den samenhang der voorgestelde maatregelen voort.

Eerste wijziging. — Men weet dat, volgens de huidige wetgeving, de plakbrieven aan de belasting niet onderworpen zijn, wanneer zij er zich bij bepalen aan te duiden wat volstrekt noodig is tot de nauwkeurige opgave van de producten die verkocht worden in de plaats waarbij de plakbrief aangebracht is.

Zoo dragen de opschriften die alleenlijk luiden :

« Kunstboter X... »

« Champagne Z... »

aangebracht worden in de plaatsen waar deze producten verkocht worden, zonder dat de belasting eischbaar weze.

Daarentegen is de belasting verschuldigd, wanneer deze meldingen gepaard

gaan met de minste toekenning, met de aanduiding van den naam van den fabrikant, of met de weergave van het fabriekmerk.

Deze spitsvondige onderscheidingen rechtvaardigen zich niet, daar het geschrift in het een zoowel als in het ander geval eene reclame voor den belanghebbende uitmaakt.

Wij stellen U dus door artikel 111⁵ voor, het 2° van artikel 7 der wet van 24 Augustus 1919 in te trekken.

Tweede wijziging. — Onder de huidige wetgeving, zijn de plakbrieven op karton, op metaal, op hout, enz. onderworpen aan eene *jaarlijksche* belasting.

Dit regiem is gesteund op deze opvatting, dat bewuste plakbrieven, vervaardigd uit eene duurzame stof, zeer lang bewaren en dat, bijgevolg, eene eenmaal betaalde taxe niet kan volstaan om ze te belasten.

Deze opvatting is verkeerd. De plakbrief op metaal, op hout, enz. is onderhevig aan eene redelijk snelle vernietiging, hetzij dat hij voor de eene of de andere reden weggenomen worde (diefstal, vernietiging, verstrijken van de overeenkomst voor aanplakking, afschaffing van het aangekondigd product), hetzij dat hij, door het weder beschadigd zijnde, dengene die hem geplaatst heeft verplichten hem te vervangen.

Te meer, wanneer het beweegbare reclamen geldt, is het aan dengene die ze uitdeelt — soms in zeer groot getal — onmogelijk ze van jaar tot jaar in 't oog te houden om er de aangifte van te verzekeren in de verschillende registratiekantoren van het land. Ook ziet men die soort reclame verminderen.

Artikelen 111² tot 111⁴ brengen een redmiddel aan dien staat van zaken. De jaarlijksche belasting verdwijnt; zij wordt vervangen door eene eenmaal betaalde klimmende belasting. De jaarlijksche belasting wordt slechts behouden voor zekere licht-aankondigingen en voor de plakbrieven die onderhevig zijn aan eene belasting met verbiedend karakter die de bescherming van het natuurschoon beoogt.

Derde wijziging. — Ten einde het natuur schoon te beschermen, heeft de wet van 24 Augustus 1919 eene zeer hooge belasting gesteld op de plakbrieven die aangebracht zijn op meer dan 100 meter eener agglomeratie. Daarenboven heeft zij de Regeering gemachtigd de aanplakking te verbieden, daar waar een uitzonderlijke maatregel van den aard te rechtvaardigen is.

Deze wetgeving wordt behouden, onder dit voorbehoud dat de aanplakking op een huis-of afsluitingsmuur, zelfs buiten een kring van 100 meter van alle agglomeratie van huizen of gebouwen, slechts aan de gewone belasting zal onderhevig zijn. De in die voorwaarden aangebrachte reclame kan, immers, de natuurschoonheid niet schenden.

Voor het overige, brengt het ontwerp eenige ondergeschikte wijzigingen aan de wet van 24 Augustus 1919. Vermelden wij namelijk de afschaffing der vrijstelling waarvan zekere plakbrieven genoten en de vermindering op eene maand van het tijdperk binnen hetwelk de aan de jaarlijksche belasting onderhevige plakbrief moet verdwijnen indien men ophoudt de belasting te betalen.

Eene verbetering scheen insgelijks te moeten aangebracht worden aan den tekst van artikel 11 der wet van 24 Augustus 1919.

De vrijstelling voorzien door deze bepaling, ten bate van de vereenigingen zonder winstgevend doel met rechtspersoonlijkheid, werd verleend op een oogenblik dat de vereenigingen van dien aard weinig talrijk waren en dat het voordeel der rechtspersoonlijkheid voorbehouden was aan vereenigingen met een uitgesproken doel van algemeen belang. Zoo is het niet meer sedert de stemming der wet van 27 Juni 1921, die aan al de vereenigingen, welk ook hun doel weze, toelaat zich de rechtspersoonlijkheid toe te kennen. 't Is daarom dat de Regeering U voorstelt het n^o 2 van artikel 11 van voormelde wet van 24 Augustus 1919 in te trekken.

Evenzoo scheen ongegrond de vrijstelling voorzien bij n^o 5 van hoogerbedoeld artikel 11, opzichts de « plakbrieven uitsluitend ten doel hebbende » het aankondigen van feesten, plechtigheden en ondernemingen waarvoor de » Openbare Machten toelagen verleen. »

Het belang dat eene Openbare Macht in een werk stelt kan geschat worden volgens het bedrag der toelage die er aan verleend wordt, en men begrijpt niet dat er uit dit voordeel een ander automatisch volgt, te weten de vrijstelling eener wettig aan den Staat verschuldigde belasting

Men begrijpt dit des te min, daar de toelage kan verleend worden door een provincie- of gemeentebestuur hetwelk, zoo het huidig regiem behouden werd, in feite de abnormale macht zou hebben; door zijne vrijgevigheid de rechten van den Staat te schaden.

De andere wijzigingen aan de wet van 24 Augustus 1919 zijn van ondergeschikt belang. De vermindering op eene maand van den termijn, vastgesteld door artikel 10 dezer wet, is ingegeven door de noodzakelijkheid overeenstemming te brengen tusschen den termijn voor het wegnemen van den plakbrief en den tijd van betaling eener tweede annuïteit.

Men zal bemerken dat de overgangsmaatregelen in den vrijzinnigsten geest opgevat werden, ten einde de overstapping van het oude regiem in het nieuwe te vergemakkelijken.

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSEN.

(10)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

SESSION DE 1925-1926.

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

Projet de loi portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de succession, ainsi qu'au régime des péages de voies navigables administrées par l'État.

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek-, successierechten, alsmede van het regiem der weggelden voor de door den Staat beheerde bevaarbare waterloopen.

**AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LE GOUVERNEMENT.**

**AMENDEMENTEN DOOR DE
REGEERING INGEDIEND.**

ART. 7.

ART. 7.

2^e alinéa. — Substituer au taux de 7 francs celui de 8 francs.

2^e lid. — De taxe van 7 frank vervangen door 8 frank.

3^e alinéa. — Substituer au taux de 6 centimes celui de 7 centimes.

3^e lid. — De taxe van 6 centiem vervangen door 7 centiem.

ART. 8.

ART. 8.

Ajouter au 2^e alinéa ce qui suit : « sous cette réserve que les droits sont réduits de moitié pour les effets qui sont créés et payables à l'étranger ».

Aan het 2^e lid toevoegen hetgeen volgt : « onder dit voorbehoud dat de rechten op de helft verminderd worden voor de effecten die in het buitenland getrokken en er betaalbaar zijn ».

ART. 9.

ART. 9.

Substituer à l'augmentation d'un décime l'augmentation de deux décimes.

De verhooging van een deciem vervangen door de verhooging van twee deciem.

ART. 10^{bis}.

Sont exempts du timbre les billets, cartes ou billets d'entrée ou d'accès à des spectacles ou divertissements de toute nature.

ART. 11.

Ajouter in fine un alinéa ainsi conçu : « *Les taux fixés ci-avant sont portés au double pour les actions et obligations au porteur* ».

ART. 12.

Ajouter in fine un alinéa ainsi conçu : « *Les taux fixés ci-avant sont portés au double pour les actions et obligations au porteur* ».

ART. 21.

Cet article est remplacé par la disposition suivante :

Sont également soumis à un droit de timbre fixe d'un franc les arrêtés et extraits de compte, signés ou non signés, envoyés par les banquiers à leurs clients.

ART. 23.

Cet article est remplacé par la disposition suivante :

Ne tombent pas sous l'application de l'article 21 :

1° Les extraits de compte visés à l'article 18 ci-avant;

2° Les états de situation qui sont délivrés au titulaire d'un compte à titre de simple renseignement et sans mention d'intérêts, entre les dates fixées

ART. 10^{bis}.

Zijn vrij van zegel de in- of toegangsbiljetten, kaarten of licketten voor vertooningen of vermakelijkheden van allen aard.

ART. 11.

In fine volgend alinea bijvoegen : « *De hiervoren vastgestelde rechten worden verdubbeld voor de aandelen en obligatiën aan toonder.* »

ART. 12.

In fine volgend alinea bijvoegen : « *De hiervoren vastgestelde rechten worden verdubbeld voor de aandelen en obligatiën aan toonder.* »

ART. 21.

Dit artikel wordt door volgende beschikking vervangen :

Zijn insgelijks onderworpen aan een vast zegelrecht van één frank, de afsluitingen en uittreksels van rekeningen, onderteevend of niet, door de bankiers aan hunne cliënten gezonden.

ART. 23.

Dit artikel wordt door volgende beschikking vervangen :

Vallen niet onder toepassing van artikel 21 :

1° De uittreksels van rekeningen bedoeld door artikel 18 hiervoren;

2° De opgaven van toestand eener rekening die aan den titularis ten titel van enkele inlichting afgeleverd worden zonder melding van interesten, tus-

pour l'envoi périodique des extraits de compte;

3° Les extraits de compte envoyés par le bureau des chèques postaux au titulaire d'un compte.

ART. 26.

Supprimé.

ART. 39.

Remplacer les deux premiers alinéas par les trois alinéas suivants :

Est soumis à un droit de timbre proportionnel de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs l'écrit constatant le report qui est conclu avec un banquier pour un terme qui ne dépasse pas vingt jours.

En cas de reports successifs pour des périodes ne dépassant pas vingt jours, chaque renouvellement donne ouverture à un nouveau droit de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le droit est acquitté au taux fixé par l'article 13 lorsque le report ou le renouvellement est conclu pour un terme excédant vingt jours.

ART. 41.

1. Insérer entre le premier et le deuxième alinéas une disposition ainsi conçue :

Elle est portée à 2 francs par 1,000 francs pour les opérations ayant pour objet des actions de jouissance ou de dividende, des parts de fondateur, des

schen de datums vastgesteld voor de periodieke verzending van rekening-uittreksels.

3° De uittreksels van rekeningen door den Dienst der Post-checks verzonden aan den titularis eener rekening.

ART. 26.

Wordt ingetrokken.

ART. 39.

De eerste twee alinea's door de volgende drie alinea's vervangen :

Is onderworpen aan een evenredig zegelrecht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, het geschrift waaruit het report blijkt met eenen bankier gesloten voor eenen termijn die twintig dagen niet overschrijdt.

In geval van achtereenvolgende reporten voor termijnen die 20 dagen niet overschrijden, geeft elke vernieuwing aanleiding tot een nieuw recht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Wanneer het report of de vernieuwing gesloten wordt voor eene termijn die 20 dagen overschrijdt, wordt het recht, vastgesteld bij artikel 13, gekweten.

ART. 41.

1. Tusschen de eerste en de tweede alinea de volgende beschikking inlasschen :

Zij wordt op 2 frank per duizend gebracht voor de verrichtingen betrekking hebbende op genots — of dividend-aandeelen, stichtersaandeelen, reserve-

parts de réserve et, plus généralement, des titres ou parts bénéficiaires qui ne représentent pas une portion du capital social.

2. Supprimer à l'antépénultième ligne du deuxième alinéa du projet, après les mots « toutes les obligations » les mots « à revenu fixe ».

ART. 42.

L'article 42 est modifié comme suit :

Si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérés par le même professionnel intermédiaire; le même jour et pour le compte de la même personne, la taxe aux taux indiqués à l'article qui précède n'est exigible que sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat des titres qui ont fait l'objet de la double opération.

En ce qui concerne le surplus des prix de vente et d'achat des titres qui ont fait l'objet de cette double opération, la taxe est réduite à 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 30 août 1913 est abrogé.

ART. 46^{bis}.

Il est établi un droit de timbre proportionnel sur la liquidation des opérations à terme de fonds publics.

Ce droit est fixé à 1 franc par 1,000 francs ou fraction de 1,000 fr.

Il est perçu sur le montant des sommes représentant la contre-partie des opérations figurant sur les feuilles

aandeelen en, in 't algemeen titels of winstaandeelen die geen deel van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

2. In den laatsten regel van de 2° alinea van 't ontwerp, na de woorden « obligaties » de woorden « met vast inkomen » weglaten.

ART. 42.

Artikel 42 wordt volgenderwijze veranderd :

Indien een aankoop en een verkoop van gelijkaardige effecten verricht worden door denzelfden vakman als tussenpersoon, op denzelfden dag en voor rekening van denzelfden persoon, is de taxe tegen de in voorgaand artikel aangeduide bedragen slechts eischbaar op het verschil tusschen den verkoopprijs en den aankoopprijs der titels die het voorwerp der dubbele verrichting uitgemaakt hebben.

Wat betreft het overige der verkoopen en inkooprijzen van de titels die het voorwerp dezer dubbele verrichting uitgemaakt hebben, wordt de taxe verminderd op 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

De tweede alinea van artikel 14 der wet van 30 Augustus 1913 wordt ingetrokken.

ART. 46^{bis}.

Een evenredig zegelrecht wordt gevestigd op de vereffening der verhandelingen op termijn van openbare fondsen.

Dit recht wordt bepaald op 1 frank per 1,000 frank of breuk van 1,000 fr.

Het wordt geheven op het bedrag der sommen de tegenpartij vertegenwoordigende der verrichtingen voorkomende

de liquidation, tant au débit qu'au crédit.

Il est acquitté par le comité à l'intervention duquel la liquidation est opérée.

ART. 46^{ter}.

Le paiement du droit est effectué au plus tard le troisième jour qui suit celui de la clôture de la liquidation, sur remise au fonctionnaire désigné à cette fin, d'une déclaration faisant connaître les bases de la perception.

Si le dernier jour est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

La déclaration est exempte du timbre et de l'enregistrement.

ART. 46⁴.

Si la déclaration n'est pas déposée et le droit payé dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru une amende de 100 francs par jour de retard; en outre, l'intérêt légal au taux établi en matière fiscale est exigible de plein droit à partir de l'expiration de ce délai.

Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration est punie d'une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 5,000 francs.

ART. 46⁵.

Chacun des membres qui composent le comité de liquidation est tenu solidairement avec ce dernier au paiement des droits, intérêts et pénalités fixés par les articles 46^{bis} et 46⁴.

op de vereffeningsbulletijns, zoowel ten bate als ten laste.

Het wordt gekweten door het comité door welks tussehenkomst de vereffening gedaan wordt.

ART. 46^{ter}.

De betaling van het recht wordt gedaan ten laatste op den derden dag volgende op dien van de sluiting der vereffening, op de overhandiging aan den daartoe aangestelden ambtenaar, eener aangifte de grondslagen der belasting aanduidende.

Indien de laatste dag een Zondag of eenen wettigen feestdag is, wordt de termijn tot den volgenden dag verlengd.

De aangifte is vrij van zegel en registratie.

ART. 46⁴.

Indien de aangifte niet nedergelegd en het recht niet betaald is binnen den hierboven vastgestelden termijn, wordt er eene boete van 100 frank per dag vertraging beloopt; daarenboven is de wettelijke interest op den voet vastgesteld in fiskale zaken van rechtswege eischbaar te rekenen van het einde van dien termijn.

Elke onnauwkeurigheid of verzuim in de aangifte vastgesteld wordt gestraft met eene boete gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 5,000 frank moge bedragen.

ART. 46⁵.

Elk der leden die het vereffeningscomité uitmaken is hoofdelijk met dit comité gehouden tot betaling der rechten, interesten en boeten door artikelen 46^{bis} en 46⁴ vastgesteld.

L'action du Trésor en paiement de ces sommes se prescrit par cinq ans,

ART. 46⁶.

Le droit établi par l'article 46^{bis} ci-dessus est porté à 2 francs par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, pour les opérations à terme qui se liquident sans l'intervention d'un comité de liquidation. Il se perçoit par l'apposition d'un timbre sur un écrit que les parties sont tenues de dresser en double pour constater le règlement liquidatif.

A défaut de dresser l'écrit susvisé ou si l'écrit n'est pas revêtu du timbre prescrit, il est encouru, pour chaque contravention, individuellement par chacune des parties, une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 5,000 francs.

ART. 46⁷.

Les registres, livres, feuilles de liquidation et tous autres documents relatifs aux liquidations doivent, sous peine d'une amende de 500 à 5,000 francs, être conservés pendant cinq ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture, s'il s'agit de registres, ou de leur date s'il s'agit de feuilles volantes, et ils doivent, sous la même peine, être communiqués sans déplacement aux fonctionnaires de l'Administration de l'enregistrement et des domaines agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances.

ART. 46⁸.

Est rendu applicable l'article 21 de la loi du 30 août 1913.

De aktie van de Schatkist tot betaling dezer sommen is verjaard na vijf jaar.

ART. 46⁶.

Het recht gevestigd door artikel 46^{bis} hiervoren wordt gebracht op 2 frank per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, voor de verhandelingen op termijn die vereffend worden zonder tussenkomst van een vereffeningscomité. Het wordt geheven door plaatsing van een zegel op het schrift dat de partijen gehouden zijn in dubbel op te maken om de vereffening vast te stellen.

Indien hoogerbedoeld schrift niet opgemaakt werd of indien het met den vereischten zegel niet bekleed werd, wordt er, voor elke overtreding, persoonlijk door elk der partijen, eene boete belooopen gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat deze boete minder dan 5,000 frank moge bedragen.

ART. 46⁷.

De registers, boeken, vereffeningsbulletijns en alle andere oorkonden betreffende de vereffeningen moeten, op straf eener boete van 500 tot 5,000 frank, bewaard worden gedurende vijf jaar te rekenen van den 1^{er} Januari van het jaar volgende op hunne sluiting, wat betreft de registers, of van hunnen datum, wat betreft de losse bladen, en zij moeten, op straf van dezelfde boete, medegedeeld worden zonder verplaatsing aan de ambtenaren van het Beheer der Registratie en Domeinen handelende ingevolge eene bijzondere machtiging van den Minister van Financiën.

ART. 46⁸.

Wordt van toepassing gemaakt artikel 21 der wet van 30 Augustus 1913.

ART. 46^o.

Sont exemptés du timbre, les bulletins qui s'échangent entre agents de change et autres professionnels d'opérations de bourse ou qui sont remis aux comités de liquidation pour constater les opérations effectuées au comptant ou à terme.

ART. 48.

Substituer aux taux de fr. 0.50, 1 fr., 2 fr., et 4 fr. ... respectivement les taux de fr. 0.75, fr. 1.50, 3 fr. et 6. fr.

ART. 51^{bis}.

Il est établi une taxe annuelle sur les actions et obligations et, plus généralement, sur les fonds publics de toute nature qui, à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition, sont admis à la cote du comptant ou du terme de l'une des bourses de commerce du royaume.

Le paiement de la taxe pour les titres admis à la cote d'une bourse couvre l'admission des mêmes titres à la cote d'une autre bourse.

La perception de cette taxe est confiée à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

ART. 51^{ter}.

Ne sont pas assujettis à la taxe : les titres de la Dette publique belge en général ; les obligations au porteur émises par les provinces, les communes, la Société du Crédit communal et la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles ; les actions au porteur de la Société ano-

ART. 46^o.

Zijn van zegel vrijgesteld, de bulletins die gewisseld worden tusschen wisselagenten en andere vaklieden in beurszaken of die afgegeven worden aan de vereffeningscomiteiten om de verrichtingen contant of op termijn vast te stellen.

ART. 48.

De rechten van fr. 0.50, 1 fr., 2 fr. en 4 fr. ... **vervangen** door fr. 0.75, fr. 1.50, 3 fr. en 6 fr.

ART. 51^{bis}.

Eene jaarlijksche taxe wordt gevestigd op de aandeelen en obligatiën en, in het algemeen, op de openbare fondsen van allen aard die, op 1^o Januari van het jaar der belasting, aangenomen zijn tot de noteering contant of op termijn van eene der handelsbeurzen van het Rijk.

De betaling der taxe voor de tot de noteering eener beurs aangenomen titels dekt de aanneming derzelfde titels tot de noteering eener andere beurs.

De heffing dezer taxe wordt toevertrouwd aan het Beheer der Registratie en Domeinen.

ART. 51^{ter}.

Zijn aan de taxe niet onderworpen : de titels der Belgische Staatsschuld in 't algemeen ; de obligatiën aan toonder uitgegeven door de provinciën, de gemeenten, de Maatschappij « Société anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles », de aandeelen aan toonder van de « Naamlooze Maat-

nyme des Installations maritimes de Bruges; les actions et obligations émises par la Société nationale des chemins de fer vicinaux, par la Société nationale des habitations et logements à bon marché; par l'Association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre; par la Société nationale des distributions d'eau, par les associations de communes et de particuliers formées pour l'établissement de services de distributions d'eau et, plus généralement, pour les objets d'utilité publique, les titres d'emprunt, les bons du Trésor et tous autres effets publics émis par les États étrangers, les provinces et les villes étrangères ainsi que les actions et obligations émises par les sociétés et collectivités étrangères.

ART. 51⁴.

La taxe est fixée à 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Elle est assise sur la somme totale représentant la valeur des titres admis à la cote.

Cette valeur est déterminée d'après le prix-courant publié par ordre du Gouvernement pendant le mois de décembre qui précède l'année d'imposition. Quant aux effets publics qui ne sont pas notés au prix-courant, la base imposable est déterminée par la moyenne des cours faits pendant la dite période, d'après la cote officielle de la bourse; à défaut de cours fait pendant cette période, la taxe est liquidée sur la valeur réelle des titres pendant la même période à déclarer sous le contrôle de l'administration.

schappij der Zeevaartinrichtingen van Brugge », de aandelen en obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, door de Maatschappij van Goedkoope Woningen, door de Nationale Vereeniging der Nijveraars en Handelaars voor het herstel der oorlogsschade; door de Nationale Maatschappij der waterleidingen; door de vereenigingen van gemeenten en bijzonderen gevormd voor de stichting van waterleidingen en, in 't algemeen, voor een doel van algemeen nut; de titels van leeningen, de Schatkistbons en alle andere openbare effecten uitgegeven door de vreemde Staten, provinciën en gemeenten, alsook de aandelen en obligatiën uitgegeven door de buitenlandsche maatschappijen of gemeenschappen.

ART. 51⁴.

De taxe wordt vastgesteld op 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Zij wordt gevestigd op de totale som der waarde vertegenwoordigende de ter noteering aangenomen titels.

Die waarde wordt vastgesteld volgens den prijs-courant uitgegeven op last der Regeering gedurende de maand December die het belastingjaar voorafgaat. Wat de op den prijs-courant niet voorkomende effecten aangaat, wordt de belastbare grondslag vastgesteld door de middelbare koersen gedurende het tijdvak verwezenlijkt, volgens de officieele beursnoteering; bij gebrek aan gedurende dit tijdvak vastgestelde koersen, wordt de taxe berekend op de onder toezicht van het Beheer aan te geven wezenlijke waarde der titels gedurende hetzelfde tijdvak.

ART. 51⁵.

La taxe annuelle est acquittée par les sociétés, compagnies et autres collectivités dont les titres sont admis à la cote de la Bourse.

ART. 51⁶.

Le paiement de la taxe doit être effectué au plus tard le 31 mars de chaque année, sur la remise d'une déclaration émanée de la société ou collectivité débitrice et faisant connaître les bases de la perception.

Le Gouvernement détermine le bureau où la taxe est payable et la forme de la déclaration.

ART. 51⁷.

Si la déclaration n'est pas déposée et la taxe payée dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru une amende de 50 francs par semaine de retard, toute semaine commencée étant considérée comme complète; en outre, l'intérêt au taux fixé en matière fiscale est exigible de plein droit à partir du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Si le paiement de la taxe annuelle, des intérêts et des amendes le cas échéant, n'est pas effectué dans le délai de trois mois à partir du 1^{er} avril de l'année d'imposition, la commission de la bourse est tenue, sur la réquisition du Ministre des Finances, de suspendre la cotation des titres jusqu'à ce que la société ou collectivité débitrice se sera libérée et si la libération n'est pas accomplie dans les 3 mois de la suspension, de radier de la cote les titres sans préjudice du recouvrement, à charge du

ART. 51⁵.

De jaarlijksche taxe wordt gekweten door de maatschappijen, vennootschappen en andere gemeenschappen wier titels tot de beursnotering aangenomen zijn.

ART. 51⁶.

De betaling der taxe moet ten laatste op 31 Maart van elk jaar geschieden, bij nederlegging eener aangifte uitgaande van de belastbare maatschappij of gemeenschap en de grondslagen der heffing aangevende.

De Regeering bepaalt het kantoor op hetwelk de taxe betaalbaar is, alsook den vorm der aangifte.

ART. 51⁷.

Indien de aangifte niet nedergelegd en de taxe binnen den hoogerbepaalden termijn niet betaald is, wordt er eene boete van 50 frank per week vertraging belopen; elk begonnen week als voltrokken aangezien zijnde; daarenboven, is de interest op den voet vastgesteld in fiskale zaken van volle recht eischbaar te rekenen van den dag waarop de betaling moest plaats hebben.

Indien de betaling der jaarlijksche taxe en desgevallend, de interesten en der boeten binnen der termijn van drie maand, in te gaan met 1 April van het jaar der belasting, niet gedaan is, is de Beurscommissie, op rekwest van den Minister van Financiën, gehouden de kwoteering der titels te schorsen tot de maatschappij of gemeenschap schuldenares zich zal gekweten hebben en, indien de kwijting binnen de drie maand der schorsing niet voltrokken is, de

débiteur, des sommes dues au Trésor.

Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration dont il s'agit à l'article 51⁶ est punie d'une amende égale à vingt fois la taxe éludée, sans qu'elle puisse être inférieure à 5,000 francs.

Art. 51⁸.

Les commissions des bourses de commerce ont parvenir au Ministre des Finances, dans la première décade du mois de janvier de chaque année, un état certifié de tous les titres qui ont été admis à la cote ou rayés de la cote pendant l'année précédente. Le cas échéant, cet état est remplacé par un certificat négatif.

Art. 51⁹.

Toute taxe régulièrement perçue ne peut être restituée quels que soient les événements ultérieurs, même si les titres sont rayés de la cote de la bourse au cours de l'année d'imposition.

Art. 51¹⁰.

L'action du Trésor en paiement de la taxe, des intérêts et des amendes dus en vertu des dispositions qui précèdent, se prescrit par cinq ans.

Toute action en restitution se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

Sont applicables à la taxe annuelle, les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière de droit de timbre.

titels van de beursnotering te schrappen, dit alles behoudens inning, lastens den schuldenaar, der aan de Schatkist verschuldigde sommen.

Alle onnauwkeurigheid of verzuim vastgesteld in de aangifte waarvan sprake in artikel 51⁶, zal gestraft worden met eene boete gelijk aan twintig maal de ontdoken taxe, met minimum van 5,000 frank.

Art. 51⁸.

De Commissies der Handelsbeurzen zullen in de eerste decade der maand Januari van elk jaar den Minister van Financiën eenen echt verklaarden staat overmaken van al de titels die gedurende het vorig jaar tot de beursnotering toegelaten zijn geweest of er van geschrapt zijn. Deze staat zal desgevallend door een ontkennend certificaat vervangen worden.

Art. 51⁹.

Elke regelmatig gehevene taxe kan niet teruggegeven worden, welke ook de latere gebeurtenissen mogen zijn, zelfs niet indien de titels in den loop van het jaar der belasting van de beursnotering geschrapt zijn.

Art. 51¹⁰.

De aktie der Schatkist tot de betaling der ingevolge voorgaande beschikkingen verschuldigde taxe, interesten en boeten, verjaart na vijf jaar.

Elke vraag tot teruggaaf verjaart na twee jaar te rekenen van den dag der betaling.

De beschikkingen betrekkelijk de vervolgingen en rechtsgedingen in zake zegelrecht zijn op de jaarlijksche taxe toepasselijk.

ART. 51¹¹.

Les Commissions des Bourses de commerce sont tenues de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de cette Administration, leurs registres, livres et tous autres documents.

Les refus de communication sont constatés par des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de l'Enregistrement; ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 51¹².

Toute contravention par les Commissions des Bourses de commerce aux obligations qui leur sont imposées par la présente loi, est punie d'une amende de 50 à 5,000 francs qui est encourue solidairement par tous les membres de la Commission de la Bourse.

ART. 51¹³.

Les sociétés, compagnies et autres collectivités belges et congolaises dont les titres seront inscrits à la cote d'une des Bourses de commerce du Royaume à la date du 31 décembre 1925, seront tenues, avant le 1^{er} avril 1926, de déposer au bureau de l'Enregistrement désigné à cette fin, la déclaration prévue à l'article 51⁶ et d'acquitter la taxe exigible, sous les peines édictées à l'article 51⁷.

Les Commissions des Bourses de commerce feront parvenir au Ministre des Finances, au plus tard le 31 janvier 1926, un état certifié de tous les titres

ART. 51¹¹.

De Commissies der Handelsbeurzen zijn gehouden, zonder verplaatsing, hunne registers, boeken en alle andere bescheiden mede te deelen aan de ambtenaren van het beheer der Registratie, handelende krachtens eene bijzondere machtiging van den Algemeenen Bestuurder van dat Beheer.

De weigeringen van mededeeling zullen door processen-verbaal, opge maakt door de ambtenaren der Registratie, vastgesteld worden; die processen-verbaal zijn rechtsgeldig zoolang het tegendeel niet bewezen is.

ART. 51¹².

Elke overtreding door de Commissies der Handelsbeurzen van de verplichtingen hun door de tegenwoordige wet opgelegd, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 5,000 frank, die hoofdelijk door al de leden van de Commissie der Beurs belopen wordt.

ART. 51¹³.

De vennootschappen, maatschappijen en andere belgische en congolesche gemeenschappen waarvan de titels op 31 December 1925, op de noteering van een der Handelsbeurzen van het Koninkrijk ingeschreven zijn, zijn gehouden, vóór 1 April 1926, ten bureele der Registratie te dien einde aangeduid, de aangifte neer te leggen voorzien bij artikel 51⁶, en de eischbare taxe te kwijten, op straffe der door artikel 51⁷ verordende boeten.

De Commissies der Handelsbeurzen zullen aan den Minister van Financiën, ten laatste op 31 Januari 1926, eenen echt verklaarden staat overmaken van al

qui étaient inscrits à la cote à la date du 31 octobre 1925.

ART. 51¹⁴.

Sont exempts du timbre et de l'enregistrement les déclarations, états et certificats désignés aux articles 51⁶, 51⁸ et 51¹³.

ART. 52.

Substituer au taux de 20 centimes le taux de 25 centimes.

ART. 56.

1^{er} alinéa. — **Substituer aux mots** « agissant en vertu d'une autorisation spéciale du directeur général de cette administration », **les mots** « en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances ».

ART. 62.

1. Intercaler après les mots « 3. des cokes », **les mots** « 4. des combustibles agglomérés ».

2. Remplacer in fine les mots « les charbons et les cokes » **par** « les charbons, les cokes et les combustibles agglomérés ».

ART. 76^{bis}.

En ce qui concerne les insertions dans les journaux, annuaires, revues, magazines, indicateurs et autres écrits périodiques ainsi que dans les livres et brochures, de réclames, annonces, informations et publications généralement quelconques, le droit est acquitté au taux de 1 %, et la délivrance d'une facture est obligatoire, quels que soient

de titels die op 31 December 1925 ter noteering ingeschreven waren.

ART. 51¹⁴.

Zijn vrij van zegel en registratie de aangiften, staten en certificaten vermeld in artikelen 51⁶, 51⁸ en 51¹³.

ART. 52.

Het recht van 20 centiemen **vervangen** door 25 centiemen.

ART. 56.

1^o alinea. — **De woorden** « handelende krachtens eene bijzondere machtiging van den algemeenen bestuurder van dat beheer », **vervangen door** « krachtens eene bijzondere machtiging van den Minister van Financiën ».

ART. 62.

1. Inlasschen, achter de woorden « 3. van cokes », **de woorden** « 4. van samengeperste brandstoffen ».

2. In fine de woorden « de kolen en de cokes » **vervangen door** « de kolen, de cokes en de samengeperste brandstoffen ».

ART. 76^{bis}.

Wat betreft de inlasschingen van om 't even welke reclamen, aankondigingen, inlichtingen in de dagbladen, jaarboeken, tijdschriften, magazines, indicateurs en andere geregeld verschijnende schriften, alsook in de boeken en vlugschriften, is het recht van 1 t. h. verschuldigd en het afleveren eener factuur verplichtend, welke ook de hoe-

la qualité des parties contractantes, le montant du prix d'insertion et le mode de paiement.

En cas de paiement au comptant, la quittance du prix peut tenir lieu de facture.

ART. 76^{ter}.

Le droit de 1 % établi par les articles 76 et 76^{bis} est liquidé comme il est dit à l'article 46 de la loi du 28 août 1921.

ART. 84.

Ajouter dans le texte, après le nombre 60, les mots « et le second alinéa de l'article 65 ».

ART. 96.

La taxe de luxe n'est pas due lorsque le prix global des objets de luxe compris dans une seule vente est inférieur à 10 francs.

ART. 96^{bis}.

Sont exemptées de la taxe de luxe les automobiles achetées par les grands invalides de la guerre pour être utilisées par eux comme moyen de locomotion personnelle.

Un arrêté royal règle les conditions d'application de l'exemption.

TAXE D'AFFICHAGE.

ART. 111^{bis}.

L'article 2 de la loi du 24 août 1919 sur la taxe d'affichage modifié par l'article 33 de la loi du 28 août 1921 est

danigheid weze der handelende partijen, het bedrag van den prijs der inlassching en de wijze van betaling.

Bij comptante betaling mag het kwijtschrift van den prijs gelden als factuur.

ART. 76^{ter}.

Het recht van 1 t. h. gevestigd bij artikelen 76 en 76^{bis} wordt berekend zooals gezegd in artikel 46 der wet van 28 Augustus 1921.

ART. 84.

In den tekst, na het getal 60, de woorden « en de tweede alinea van artikel 65 » toevoegen.

ART. 96.

De weelde-taxe is niet verschuldigd wanneer de globale prijs der weeldevoorwerpen begrepen in een enkelen verkoop 10 frank niet bereikt.

ART. 96^{bis}.

Van de weelde-taxe zijn vrijgesteld de automobielen gekocht door de groote oorlogsverminkten om door hen gebruikt te worden als persoonlijk verkeersmiddel.

Een Koninklijk besluit regelt de voorwaarden van toepassing der vrijstelling.

BELASTING VOOR AANPLAKKING.

ART. 111^{bis}.

Artikel 2 der wet van 24 Augustus 1919 op de belasting voor aanplakking, gewijzigd bij artikel 33 der wet van

remplacé par la disposition suivante : 28 Augustus 1921, wordt door de volgende bepaling vervangen :

ART. 2. — Les affiches sur papier ordinaire sont assujetties, pour chaque annonce, à une taxe de 10 centimes par 20 décimètres carrés ou fraction de 20 décimètres carrés.

ART. 111³.

Les articles 3 et 4 de la loi précitée du 24 août 1919 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 3. — Les affiches ayant subi une préparation quelconque en vue d'en assurer la durée, soit que le papier ait été transformé ou préparé, soit qu'elles se trouvent protégées par un verre, un vernis ou une substance quelconque, soit qu'antérieurement à leur apposition, on les ait collées sur carton, toile, plaque de métal, etc., les affiches sur carton, sur toile, sur bois, sur métal, sur porcelaine ou sur verre, les affiches murales, les affiches lumineuses et plus généralement toutes les affiches autres que celles désignées ci-avant à l'article 2 et ci-après aux articles 4 et 5 sont assujetties pour chaque annonce et pour toute leur durée à une taxe dont le taux est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Si la dimension de l'annonce ne dépasse pas 1 mètre carré, 40 centimes par 20 décimètres carrés ou fraction de 20 décimètres carrés ;

Si l'annonce dépasse 1 mètre carré sans excéder 6 mètres carrés, 3 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré :

ART. 2. — De plakbrieven op gewoon papier zijn onderhevig, voor elke aankondiging, aan eene belasting van 10 centiemen per 20 vierkante decimeter of breuk van 20 vierkante decimeter.

ART. 111³

Artikelen 3 en 4 van voormelde wet van 24 Augustus 1919 worden door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 3. — De plakbrieven die om 't even welke bewerking ondergaan hebben, ten einde den duur ervan te verzekeren, hetzij het papier vervormd of bereid werd, hetzij zij beschut zijn door glas, vernis of eene andere stof, hetzij men ze vóór hunne aanplakking op karton, op linnen, op eene metalen plaat, enz. geplakt hebbe, de plakbrieven op karton, op hout, op metaal, op porcelein of op glas, de plakbrieven op muren, de licht-aankondigingen en, meer in 't algemeen, alle andere plakbrieven dan die hiervoren in artikel 2 en hierna in artikelen 4 en 5 vermeld, zijn onderhevig voor iedere aankondiging en voor gansch hunnen duur aan eene belasting waarvan het bedrag volgenderwijze is vastgesteld, te weten :

Indien de afmeting der aankondiging 1 vierkante meter niet overschrijdt, 40 centiemen per 20 vierkante decimeter of breuk van 20 vierkante decimeter ;

Indien de aankondiging 1 vierkante meter overschrijdt zonder 6 vierkante meter te boven te gaan, 3 frank per vierkante meter of breuk van vierkante meter ;

Si l'annonce dépasse 6 mètres carrés sans excéder 10 mètres carrés, 4 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré ;

Si l'annonce dépasse 10 mètres carrés, 5 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré.

Art. 4. — Les affiches lumineuses et les affiches par projections lumineuses, à réclames multiples et alternantes sont assujetties, quel que soit le nombre des annonces, à une taxe annuelle égale à cinq fois la taxe établie à l'article précédent.

Art. 111⁴.

Le premier alinéa de l'article 5 de la loi susvisée du 24 août 1919 est remplacé par ce qui suit : « Les affiches de toute nature désignées aux articles 3 et 4, qui sont apposées ou établies sur toute partie d'un immeuble bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture, au-delà d'un périmètre de 100 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments sont soumises à une taxe spéciale annuelle ainsi fixée. »

Art. 111⁵.

Le secundo de l'article 7 de la loi susvisée est abrogé ; le tertio de cette disposition devient le secundo.

Le premier alinéa de l'article 8 est remplacé par ce qui suit : « Tout affichage effectué ou maintenu avant le paiement de la taxe est puni d'une amende égale à 20 fois la taxe éludée,

Indien de aankondiging 6 vierkante meter overschrijdt zonder 10 vierkante meter te boven te gaan, 4 frank per vierkante meter of breuk van vierkante meter ;

Indien de aankondiging 10 vierkante meter overschrijdt, 5 frank per vierkante meter of breuk van vierkante meter.

Art. 4. — De licht-aankondigingen en de aankondigingen bij middel van licht-projecties, met meervoudige en afwisselende reclamen, zijn onderhevig, welke ook het getal der aankondigingen weze, aan eene jaarlijksche belasting gelijk aan vijfmaal de belasting gevestigd bij voorgaand artikel.

Art. 111⁴.

De eerste alinea van artikel 5 van hoogerbedoelde wet van 24 Augustus 1919 wordt door het volgende vervangen : « De plakbrieven van allen aard vermeld in artikelen 3 en 4, aangeplakt of aangebracht op eenig deel van gebouw of ongebouwd onroerend goed, huizen of afsluitingsmuren uitgezonderd, buiten een omtrek van 100 meter rond iedere agglomeratie van huizen of van gebouwen, zijn onderhevig aan eene jaarlijksche bijzondere belasting, bepaald als volgt. »

Art. 111⁵.

Het secundo van artikel 7 van hoogerbedoelde wet wordt ingetrokken ; het tertio dier bepaling wordt het secundo.

De eerste alinea van artikel 8 wordt vervangen door hetgene volgt : « Elke aanplakking gedaan of behouden vóór de betaling der belasting wordt gestraft met eene boete gelijk aan 20 maal de

sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs ».

Au troisième alinéa de l'article 10, les mots « dans les six mois qui suivent » sont remplacés par les mots « dans le mois qui suit »;

Au primo de l'article 11, sont ajoutés les mots « et les établissements publics »; le secundo et le quinto de cet article sont abrogés; les tertio, quarto, sexto et septimo deviennent respectivement les secundo, tertio, quarto et quinto;

Dans la première proposition du premier alinéa de l'article 12, le mot « annuelle » est supprimé.

ART. 111⁶.

Les affiches apposées avant le 1^{er} janvier 1926 peuvent être maintenues, savoir :

1° Celles pour lesquelles la taxe d'affichage a été acquittée par l'apposition du timbre, jusqu'au 31 décembre 1927;

2° Celles qui ont subi la taxe annuelle, jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle cette taxe a été payée;

3° Celles qui étaient exemptées de la taxe d'affichage en vertu de l'article 7, 2°, de la loi du 24 août 1919 et qui y sont soumises par la présente loi, jusqu'au 30 juin 1926.

Si les affiches désignées ci-avant aux numéros 1, 2 et 3 se trouvent encore apposées après l'expiration du temps prévu par ces dispositions, la taxe d'affichage doit être acquittée au taux fixé par la présente loi et suivant le

ontdoken belasting, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen. »

In de derde alinea van artikel 10, worden de woorden « binnen zes maanden volgende op » vervangen door de woorden « binnen de maand volgende op ».

In het primo van artikel 11, worden de woorden « en de openbare instellingen » bijgevoegd; het secundo en het quinto van dit artikel worden ingetrokken; het tertio, quarto, sexto en septimo worden respectievelijk het secundo, tertio, quarto en quinto;

In den eersten volzin van de eerste alinea van artikel 12 wordt het woord « jaarlijksch » weggelaten.

ART. 111⁶.

De plakbrieven aangeplakt vóór 1 Januari 1926 mogen behouden worden, te weten :

1° Degene voor dewelke de belasting voor aanplakking gekweten werd bij middel van plakzegels, tot 31 December 1927;

2° Degene die de jaarlijksche belasting ondergaan hebben, tot aan het verstrijken van het tijdperk voor hetwelk deze belasting betaald werd;

3° Degene die van de belasting voor aanplakking vrijgesteld waren krachtens artikel 7, 2°, der wet van 24 Augustus 1919 en die er door deze wet aan onderworpen zijn, tot 30 Juni 1926.

Indien de plakbrieven hiervoren vermeld onder nummers 1, 2 en 3 nog aangeplakt zijn na het verstrijken van den tijd voorzien door deze beschikkingen, dan moet de belasting wegens aanplakking gekweten worden tegen het

mode réglé par les arrêtés royaux d'exécution.

Les pénalités édictées par l'article 8 de la loi du 24 août 1919, modifié par l'article 111⁵ de la présente loi, seront applicables, sous cette réserve que, pour les affiches mobiles rentrant dans la catégorie visée au tertio ci-avant, l'amende et le droit exigibles ne peuvent être réclamés qu'à l'occupant du lieu où l'affiche est apposée.

ART. 143.

Substituer à un décime deux décimes.

ART. 149.

Substituer au taux de 5 francs par 100 francs le taux de 6 francs par 100 francs.

ART. 154.

§ II, 6°. — **Supprimer** les mots « en forme ».

7°. — **Supprimer.**

ART. 163.

A remplacer par ce qui suit :

Les articles 7, 9, 51^{bis}, 51^{ter}, 51⁴, 51⁵, 51⁶, 51⁷, 51⁸, 51⁹, 51¹⁰, 51¹¹, 51¹², 51¹³ et 51¹⁴ de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1926.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreront en vigueur les articles 1^{er}, 2, 9, 11, 12, 18, 57 à 64, 80, 102 à 111 et 152 de la présente loi.

bedrag bepaald door deze wet en volgens de wijze geregeld door de Koninklijke besluiten van uitvoering.

De strafbepalingen opgelegd bij artikel 8 der wet van 24 Augustus 1919, gewijzigd door artikel 111⁵ dezer wet, zullen toepasselijk zijn, mits, voor de beweegbare plakbrieven, vallende in de onder tertio hierboven bedoelde reeks, de eischbare boete en het eischbaar recht slechts van den gebruiker der plaats, waar de plakbrief aangeplakt is, mogen geëischt worden.

ART. 143.

Een deciem **vervangen** door twee decimen.

ART. 149.

Het bedrag van 5 frank per 100 frank **vervangen** door het bedrag van 6 frank per 100 frank.

ART. 154.

§ II, 6°. — De woorden « regelmatig » **weglaten.**

7°. — **Weglaten.**

ART. 163.

Te vervangen door hetgene volgt :

De artikelen 7, 9, 51^{bis}, 51^{ter}, 51⁴, 51⁵, 51⁶, 51⁷, 51⁸, 51⁹, 51¹⁰, 51¹¹, 51¹², 51¹³ en 51¹⁴ dezer wet treden in werking op 1 Januari 1926.

De Regeering zal den datum bepalen waarop de artikelen 1, 2, 9, 11, 12, 18, 57 tot 64, 80, 102 tot 111 en 152 dezer wet in werking zullen treden.